

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 23/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **RAIGI**

Usine d'Arbouville  
28310 ROUVRAY ST DENIS

Références : 336/RAPVI/IC230027  
Code AIOT : 0010000336

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2022 dans l'établissement RAIGI implanté Usine d'Arbouville 28310 ROUVRAY ST DENIS. L'inspection a été annoncée le 22/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RAIGI
- Usine d'Arbouville 28310 ROUVRAY ST DENIS
- Code AIOT : 0010000336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la formulation et la transformation de systèmes époxydes et polyuréthanes. Il relève du régime de l'autorisation d'exploiter, ainsi que de la Directive IED (rubrique principale 3410-h).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de l'inspection du 12/10/2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Nota : Les suites données à la Remarque formulée lors de l'inspection du 12/10/2021 ont été soldées par courrier de l'inspection des installations classées du 3 janvier 2022 - référence D2201-00014. Elles ne sont de ce fait pas reprises dans le présent rapport.

Seules ont été visités les lieux figurant dans la fiche de visite, pour le contrôle par sondage des suites données à la précédente inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Rejet atmosphérique - substances CMR - NC2* VI 12/10/2021	AP Complémentaire du 31/05/2010, article 7	NC2* VI 12/10/2021	Lettre de suite préfectorale	60 jours
5	Risque de pollution des eaux ou des sols	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2 §1.2.9	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejet sortie pompe à vide côté voisinage habité - NC1* et D1 12/10/2021	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2 §1.3.1	NC1* et D1 12/10/2021	Sans objet
3	Portée de l'autorisation - NC3 VI 12/10/2021	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2 §1.1.1	NC3 VI 12/10/2021	Sans objet
4	Quantité maximale de peroxyde d'hydrogène présente	AP Complémentaire du 11/03/2022, article 3 - 4e alinéa	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rejet sortie pompe à vide côté voisinage habité - NC1\* et D1 12/10/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2 §1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des poussières ou des gaz odorants ou toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé, à la sécurité et à la salubrité publiques, à la production agricole, à la nature et à l'environnement, à la bonne conservation des sites et des monuments.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en œuvre une action corrective en regard du rejet à hauteur d'homme constaté depuis plusieurs années.
<b>Observations :</b> NC1* VI/10/2021 : "Rejet de couleur blanche, d'odeur âcre sur la canalisation en sortie de pompe à vide d'un réacteur de formulation de polyol, à environ 1,5m de hauteur, côté voisinage habité."  D1* VI/10/2021 : "L'exploitant confirme la date de raccordement effectif de la nouvelle cheminée et la date de remise de l'ERS qui confirme l'absence d'impact sur le voisinage."  Courriel de l'exploitant 15/12/2021 : "En 2021, les travaux suivants ont été réalisés : <ul style="list-style-type: none"><li>• Modification de la tuyauterie d'évacuation de l'aspiration du bâtiment B3 pour la porter à une hauteur de rejet de 10 m</li><li>• Création d'un réseau d'aspiration des rejets des pompes à vide du bâtiment B pour canaliser leur rejet et effectuer les rejets à une hauteur de 10 m</li><li>• Déplacement des réacteurs R214 R215 du bâtiment B2 au bâtiment C</li><li>• Création d'un réseau d'aspiration des poussières de charges minérales et vapeurs d'Epoxy et de Durcisseur Epoxy des réacteurs R214 et R215 avec dépoussiérage et cheminée de rejet d'une hauteur supérieure à 10 m.</li><li>• Création d'un réseau d'aspiration des rejets des pompes à vide des réacteurs R214 et R215 pour canaliser leur rejet et effectuer les rejets à une hauteur de 10 m"</li></ul> Courrier de l'inspection des installations classées à l'exploitant 03/01/2022 : "L'inspection prend note de la réponse de l'exploitant. Dans l'attente de la réception des conclusions de l'ERS la non-conformité est maintenue."  Le 7 octobre 2022, il est constaté que le rejet des pompes à vide n'est plus réalisé à hauteur d'homme côté voisinage habité.  Le rejet à hauteur d'homme, relevé depuis plusieurs années, est levé. Le sujet de la conformité du rejet est désormais évoqué dans le cadre des suites de la NC2 relevée le 12/10/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Rejet atmosphérique - substances CMR - NC2\* VI 12/10/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2010, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'introduction dans les process, à quel titre que ce soit, de substances volatiles cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques, affectées de phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 est proscrite.  Par ailleurs, l'article 2§1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22/11/1996 prescrit

qu'"il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des poussières ou des gaz odorants ou toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé, à la sécurité et à la salubrité publiques, à la production agricole, à la nature et à l'environnement, à la bonne conservation des sites et des monuments."

#### Constats :

Des substances à mention de dangers CMR, telles que le benzène et le toluène sont utilisées et émises dans l'atmosphère via les pompes à vide des réacteurs de formulation, également des amines, notamment :

- Utilisation dans 2 formulations d'un produit contenant plus de 90 % d'une substance cancérigène, mutagène et reprotoxique, présent dans le produit référencé 1455, ce qui constitue une non-conformité à l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2010 ;
- Emission à l'atmosphère de benzène et de toluène CMR ;
- Emission à l'atmosphère d'amines, composés odorants et irritants, et pour l'un également inflammable.

À noter également l'émission de plusieurs composés irritants.

L'aspiration V24 n'est pas reliée à un rejet canalisé.

**Observations :** NC2\* relevée le 12/10/2021 : "Des substances à mention de dangers CMR, telles que le benzène et le toluène sont utilisées et émises dans l'atmosphère via les pompes à vide des réacteurs de formulation, également des amines, notamment :

- Utilisation dans 2 formulations d'un produit contenant plus de 90 % d'une substance cancérigène, mutagène et reprotoxique, présent dans le produit référencé 1455, ce qui constitue une non-conformité à l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2010 ;
- Emission de benzène et de toluène CMR aux exutoires des pompes à vide ;
- Emission d'amines, composés odorants et irritants, et pour l'un également inflammable, aux exutoires des pompes à vide.

À noter également l'émission de plusieurs composés irritants."

Courriel de l'exploitant du 15/12/2021: "En 2021, les travaux suivants ont été réalisés :

- Modification de la tuyauterie d'évacuation de l'aspiration du bâtiment B3 pour la porter à une hauteur de rejet de 10 m
  - Création d'un réseau d'aspiration des rejets des pompes à vide du bâtiment B pour canaliser leur rejet et effectuer les rejets à une hauteur de 10 m
  - Déplacement des réacteurs R214 R215 du bâtiment B2 au bâtiment C
  - Création d'un réseau d'aspiration des poussières de charges minérales et vapeurs d'Epoxy et de Durcisseur Epoxy des réacteurs R214 et R215 avec dépoussiérage et cheminée de rejet d'une hauteur supérieure à 10 m.
  - Création d'un réseau d'aspiration des rejets des pompes à vide des réacteurs R214 et R215 pour canaliser leur rejet et effectuer les rejets à une hauteur de 10 m
- L'arrêté du 02/02/1998 indique dans son article 27 § 7-c : [...]  
Nous ne pouvons pas économiquement substituer le produit contenant plus de 90 % d'une substance cancérigène, mutagène et reprotoxique, pour les 2 formulations restantes dont la consommation s'est élevée à 20 kg en 2020.

Ces travaux étant réalisés, nous allons maintenant réaliser l'étude de risques sanitaires. L'objectif de l'étude de risques est de vérifier que nos rejets n'entraînent pas de hausse significative du risque sanitaire pour le voisinage. Suite à cette étude, nous demanderons une modification de notre arrêté d'autorisation de 1996 concernant les émissions atmosphériques de RAIGI."

Courrier de l'inspection des installations classées du 03/01/2022 : "L'inspection prend note de la réponse de l'exploitant.

Dans l'attente de la réception des conclusions de l'ERS la non-conformité est maintenue."

Le 7 octobre 2022, l'exploitant déclare :

- que les rejets des pompes à vide sont désormais branchés sur l'aspiration générale, qui a été raccordée à une canalisation nouvellement installée; et que la longueur des canalisations de rejet a

<p>été calculée de façon à permettre des mesures des rejets à l'atmosphère représentatives en regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (flux laminaire notamment);</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que les deux formulations susvisées sont toujours produites et que son client ne change pas ses spécifications;</li> <li>- qu'il poursuit la réalisation de l'étude des risques sanitaires, que cette étude n'est pas finalisée au jour de l'inspection : il déclare que la détermination de l'impact ou de l'absence d'impact est en cours. Il déclare disposer dans ce cadre d'un rapport de mesures de septembre 2022 relatif à une campagne de détermination des flux et que la quantification des rejets va être réalisée par le bureau d'études qu'il a mandaté courant semaine 41.</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées a constaté visuellement que le rejet des pompes à vide ne sont plus réalisés à hauteur d'homme côté voisinage habité - cf. point de contrôle n°1.</p> <p>Il a également été constaté que l'aspiration V24 n'est pas reliée à un rejet canalisé.</p> <p>Par courrier électronique du 15 novembre 2022 faisant suite à cette visite, la société RAIGI a informé l'inspection des installations classées du raccordement de ses machines R216 et 217 à l'aspiration centrale, en réponse à ce dernier constat.</p> <p>Les autres actions correctives en regard des constats associés à ce point de contrôle n°2 restent à finaliser. Ainsi, dans l'attente de la réception des conclusions de l'ERS la non-conformité est maintenue.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

### N° 3 : Portée de l'autorisation - NC3 VI 12/10/2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2 §1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Portée de l'autorisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Tout projet de modifications à apporter à ces installations doit être avant réalisation porté à la connaissance du Préfet accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.</p>
<p><b>Constats :</b> Pas d'écart constaté relativement au point contrôlé.</p> <p>Le 7 octobre 2022, l'exploitant déclare ne plus produire de solution ni gel hydroalcoolique au sein de son établissement.</p> <p>Si la cessation de cette activité au sein de l'établissement est pérenne, il appartient à l'exploitant de le notifier au Préfet, en confirmant l'évacuation des matières et déchets liés à cette activité.</p>
<p><b>Observations :</b> NC3 relevée le 12/10/2021 : "L'exploitant a poursuivi la fabrication de solution hydroalcoolique sans attendre la décision préfectorale sur le porter à connaissance."</p> <p>La fabrication de gel et solution hydroalcoolique est désormais autorisée selon les conditions prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mars 2022, la non-conformité NC relevée le 12/10/2021 est de ce fait soldée.</p> <p>Le 7 octobre 2022, l'exploitant déclare ne plus produire de solution ni gel hydroalcoolique au sein de son établissement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Quantité maximale de peroxyde d'hydrogène présente**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/03/2022, article 3 - 4e alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque d'aggravation d'un incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité maximale de peroxyde d'hydrogène présent au sein de l'établissement n'excède pas 2 tonnes.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Etat des stocks informatique présenté par l'exploitant : il présente une quantité de peroxyde hydrogène 35% pharma de 130,5 kg.  L'exploitant a déclaré qu'il est en phase d'écoulement de ce stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Rique de pollution des eaux ou des sols**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2 §1.2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque de pollution des sols ou des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et la flore [...]
<b>Constats :</b> Présence d'un seau contenant un liquide susceptible de générer une pollution des eaux ou des sols en point bas du circuit d'évacuation des rejets de la pompe à vide PV03 à l'atmosphère.
<b>Observations :</b> Le tuyau flexible de raccordement de ce point bas à la canalisation de rejet à l'atmosphère présente des traces d'écoulement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours